

THEME Le monde arabe, choix historique de la diplomatie espagnole

Adapté de Lilith Verstryngne, *Le Monde diplomatique*, Avril 2025

L'engagement de Madrid [en faveur des palestiniens] s'inscrit dans une certaine tradition diplomatique. Il faut attendre 1986 et l'intégration à la Communauté économique européenne (CEE) pour que l'Espagne, dirigée par le socialiste Felipe González, reconnaisse Israël. De fait, au lendemain de la seconde guerre mondiale et de la défaite des puissances de l'Axe — Allemagne, Italie, Japon —, la dictature franquiste au pouvoir depuis 1939 se retrouve isolée sur la scène diplomatique, en butte à l'hostilité de Londres et Paris, à l'écart de l'Organisation des Nations unies (ONU) comme de l'Alliance atlantique. Madrid opte pour des politiques de substitution. Les dirigeants renforcent leurs liens avec l'Amérique latine et le monde arabe, notamment avec les monarchies de Jordanie, d'Arabie saoudite et d'Égypte. Plusieurs facteurs facilitent ce virage : les relations personnelles nouées par le général Franco avec les militaires africains et arabes depuis l'époque du protectorat franco-espagnol du Maroc (1912-1956), la nostalgie d'Al-Andalus — période de présence musulmane dans la péninsule Ibérique entre 711 et 1492 —, entretenue dans certains cercles arabes, l'anglophobie et la francophobie des franquistes, partagées en Afrique ou au Proche-Orient.

Ces monarchies arabes fournissent à l'Espagne des ressources vitales — pétrole, denrées alimentaires — ou plaident en faveur de son intégration au sein des Nations unies, qui interviendra fin 1955. Elles servent d'intermédiaires pour réhabiliter le pays aux yeux des États-Unis et rompre son isolement. Le roi Abdallah Ier de Jordanie devient, en 1949, le premier chef d'État étranger à fouler le sol espagnol depuis la guerre. Ces rapports privilégiés avec le monde arabe finissent par façonner un lien culturel singulier. En 1966, Sabino Alonso Fueyo, alors directeur du journal *Arriba* — organe officiel de la Phalange —, propose au ministère de l'éducation d'introduire l'enseignement de l'arabe au lycée, dans l'optique de renforcer les relations entre Madrid et Riyad. Il faut donc attendre le retour de la démocratie pour que l'Espagne reconnaisse Israël. Et 1996 pour que le roi Juan Carlos Ier effectue sa première visite officielle à Tel-Aviv.

Complément - Pourquoi l'Espagne est le fer de lance du soutien à la Palestine en Europe

Mehdi ABIREZ, *Ouest-France*, 19/09/2025

Manifestations quasi quotidiennes en marge de la *Vuelta*, volonté de boycott d'évènements auxquels Israël pourrait participer comme la prochaine Coupe du monde de football, enquête sur les violations du droit international... Ces dernières semaines, l'Espagne s'est montrée particulièrement active autour de la défense de la Palestine. Dans la population, la question dépasse les clivages politiques : selon une récente étude de l'Institut royal Elcano, 82 % des Espagnols qualifient de génocide l'action d'Israël dans la bande de Gaza.

Le roi Felipe VI, qui ne s'exprime que très rarement sur les sujets d'actualité internationale, a dénoncé la réponse de l'État hébreu aux attaques du 7 octobre 2023, « qui a dégénéré en une crise humanitaire insupportable, la souffrance indicible de centaines de milliers d'innocents et la totale dévastation ».

Quant au Président du gouvernement Pedro Sanchez, qui a reconnu l'État palestinien le 28 mai 2024, il a annoncé qu'il allait prendre plusieurs mesures pour « mettre un terme au génocide » dans la bande de Gaza, ce qui a suscité la colère de son homologue israélien Benyamin Netanyahou.

Cette implication en faveur de la Palestine n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit comme un marqueur de la politique internationale espagnole, qui a toujours entretenu des liens rapprochés avec le monde arabe. Un principe qui court depuis la fin des années 1940, alors que l'Espagne était dirigée par Franco : à l'époque, « le grand objectif de la diplomatie espagnole était l'admission à l'Onu, explique Benoît Pellistrandi, historien et spécialiste de l'Espagne contemporaine. En 1949, il y a eu une tentative à la demande du Brésil, de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie. Ça n'a pas fonctionné. »

Parmi ceux qui ont voté contre cette admission, se trouve le tout jeune État d'Israël, qui se justifiait en « expliquant ne pas pouvoir voter pour un pays qui était dirigé par quelqu'un qui s'était allié avec Hitler ». Cet épisode fait naître chez le dictateur espagnol une hostilité envers l'État hébreu qui va se caractériser par la mise en place d'une politique pro-arabe, multipliant les liens économiques avec le Moyen-Orient. « Il y a toujours eu un lien très fort entre Madrid et les monarchies arabes pétrolières », confirme l'historien.

À partir des années 1990, l'Espagne va endosser le rôle de médiateur entre Israël et les pays arabes. Madrid accueille la première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix au Proche-Orient, fin octobre 1991, prélude aux accords d'Oslo, qui reconnaissent l'Autorité palestinienne pour la première fois, deux ans plus tard.

Les relations avec l'État hébreu se normalisent, avec une reconnaissance espagnole de l'État d'Israël en 1986. La base de cette reconnaissance étant qu'il « reste dans l'inspiration initiale de son projet », à savoir la solution à deux États. Un idéal balayé par l'assassinat du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, en 1995.

Dès lors, la diplomatie espagnole va endosser le rôle de défense de la Palestine, peu importe la tendance politique : en 1999, le Président du gouvernement de droite José María Aznar accepte l'invitation de Yasser Arafat et passe Noël à Bethléem (Cisjordanie) « pour marquer la proximité de l'Espagne avec la cause palestinienne », explique Benoît Pellistrandi.

Cinq ans plus tard, en 2004, le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero se retire de la guerre en Irak. « Cela conduit à un alignement de plus en plus net sur la défense des droits des Palestiniens » qui va « nourrir la diplomatie espagnole et est en phase avec les attentes de la population ». « Dans les partis de gauche, il y a toujours eu une tradition de contester tout ce qui vient des États-Unis », abonde la politologue à l'Université de Lorraine Maria Elisa Alonso.

L'autre tendance de fond qui renforce cette particularité ibérique, c'est l'intérêt et l'importante sensibilité que la population porte à ce conflit qui fait régulièrement les premiers titres des médias : « La presse montre beaucoup ce qui se passe, indique Benoît Pellistrandi. Il

n'y a pas un journal télévisé qui ne l'évoque pas. Depuis le 7-October, les Espagnols sont bien informés. »

La société civile pèse alors de tout son poids pour faire évoluer l'action gouvernementale, à l'instar du monde culturel. Lundi 15 septembre, plus de 300 artistes espagnols, dont le réalisateur oscarisé Pedro Almodovar, se sont rassemblés sous le slogan « Ils ont un nom » à Madrid, et ont lu les noms de plus de 18 500 enfants tués à Gaza.

Par ailleurs, l'Espagne entretient un rapport aux communautés juives différent du reste de l'Europe. « Il y a une forme de sensibilité réduite des Espagnols à la question juive, du fait de leur histoire : il n'y a pas une population juive importante en Espagne, notamment depuis leur expulsion en 1492 lors de la Reconquista, explique Benoît Pellistrandi. Il n'y a pas eu non plus d'antisémitisme – au sens biologique ou racial du terme – sous le régime de Franco et, au contraire, il avait permis que l'Espagne soit une terre de fuite » lors de la période nazie.

« Tenue en marge de l'histoire européenne, la société n'a pas vu du tout ce qui s'est passé dans l'histoire des Juifs d'Europe, des premiers pogroms des années 1880, jusqu'à leur destruction par Hitler entre 1933 et 1945 », ajoute l'historien.

Si la position défendue par le gouvernement de Pedro Sanchez connaît une approbation assez large au sein de la population, des dissensions apparaissent tout de même au sein de la classe politique. L'opposition de droite, notamment représentée par le Parti populaire (PP), ne reprend pas, par exemple, la notion de génocide à son compte.

«Ce n'est pas à l'Onu ni au [Président du gouvernement] de décider ce qui est ou n'est pas un génocide», affirmait devant la presse espagnole, mardi, la porte-parole du PP au Parlement, Ester Muñoz, en réaction à la publication d'un rapport des Nations Unies qui qualifie, pour la première fois, la situation à Gaza de génocide.

D'autres voix affichent encore plus clairement leur soutien à Israël. La très droitière présidente de la Communauté de Madrid, Isabel Diaz Ayuso, a déclaré jeudi que la position du gouvernement « blanchit le Hamas » et « diabolise la seule démocratie de tout le Moyen-Orient ».

Le PP accuse par ailleurs Pedro Sanchez d'utiliser la Palestine à des fins personnelles, afin de détourner l'attention de l'opinion sur les affaires de corruption qui concernent certains de ses proches : « S'il voulait vraiment aider le peuple de Gaza et non l'utiliser comme bouclier électoral, le Président du gouvernement organiserait peut-être des réunions avec ses homologues européens pour voir comment

Des positions assumées mais qui ne sont pas partagées par leur propre électorat : d'après l'Institut royal Elcano, 62 % des électeurs de droite affirment qu'Israël commet un génocide dans la bande de Gaza et seuls 26 % considèrent que l'UE devrait soutenir Israël sans réserve.

« Ils sont extrêmement gênés parce que l'opinion publique espagnole est ultra-majoritairement derrière la cause palestinienne et condamne ce qui se passe », abonde Benoît Pellistrandi. Pour l'historien, Pedro Sanchez «a parfaitement compris tout l'intérêt qu'il avait à instrumentaliser cette question à des fins de politique intérieure».

Les lignes commencent cependant à bouger. Pour la première fois, mercredi 17 septembre, le président du Parti populaire, Alberto Núñez Feijóo, a évoqué devant le Parlement un « massacre qui doit cesser à Gaza », tout en ajoutant que «les civils palestiniens ne sont pas des terroristes». Une déclaration sans précédent pour le chef de la droite espagnole, depuis le début des opérations israéliennes sur le territoire palestinien.

Propuesta de traducción

Le monde arabe, choix historique de la diplomatie espagnole

- *El mundo árabe, opción / preferencia histórica de la diplomacia española*

L'engagement de Madrid [en faveur des palestiniens] s'inscrit dans une certaine tradition diplomatique.

- *El compromiso de Madrid en favor de los palestinos se enmarca en cierta tradición diplomática.*

Il faut attendre 1986 et l'intégration à la Communauté économique européenne (CEE) pour que l'Espagne, dirigée par le socialiste Felipe González, reconnaisse Israël.

- *Hace falta esperar 1986 y la integración a la Comunidad Europea (CE) para que España, dirigida por el socialista Felipe González, reconozca Israel.*
- *Cabe esperar 1986 y la adhesión a la Comunidad Europea (CE) para que España, gobernada por el socialista Felipe González, reconozca Israel.*

➤ [“CEE” = Conferencia Episcopal Española]

De fait, au lendemain de la seconde guerre mondiale et de la défaite des puissances de l'Axe — Allemagne, Italie, Japon —, (...)

- *De hecho, una vez terminada / concluida la segunda guerra mundial y derrotadas las potencias del Eje – Alemania, Italia, Japón – (...)*
- *De hecho, al concluirse la segunda guerra mundial con la derrota de las potencias del Eje – Alemania, Italia, Japón – (...)*

(...) la dictature franquiste au pouvoir depuis 1939 se retrouve isolée sur la scène diplomatique, en butte à l'hostilité de Londres et Paris, à l'écart de l'Organisation des Nations unies (ONU) comme de l'Alliance atlantique.

- (...) *la dictadura franquista en el poder desde 1939 se ve aislada en la escena diplomática, víctima de la hostilidad de Londres y París, apartada tanto de la Organización de las Naciones Unidas (ONU) como de la Alianza Atlántica.*
- (...) *la dictadura franquista en el poder desde 1939 se encuentra aislada en la escena diplomática, objeto / blanco de la hostilidad / ante la hostilidad de Londres y París, al margen tanto de la Organización de las Naciones Unidas (ONU) como de la Alianza Atlántica.*

Madrid opte pour des politiques de substitution.

- *Madrid opta por políticas de sustitución / opta por políticas alternativas.*

Les dirigeants renforcent leurs liens avec l'Amérique latine et le monde arabe, notamment avec les monarchies de Jordanie, d'Arabie saoudite et d'Égypte.

- *Los dirigentes consolidan / refuerzan sus vínculos con América Latina y el mundo árabe, particularmente con las monarquías de Jordania, de Arabia Saudí y de Egipto.*

Plusieurs facteurs facilitent ce virage : les relations personnelles nouées par le général Franco avec les militaires africains et arabes depuis l'époque du protectorat franco-espagnol du Maroc (1912-1956), (...)

- *Varios factores facilitan dicho giro: las relaciones personales estrechadas / entabladas por el general Franco con los militares africanos y árabes desde la época del protectorado franco-español de Marruecos (1912-1956), (...)*
- *Varios factores facilitan este cambio de rumbo: las relaciones personales establecidas / consolidadas por el general Franco con los militares africanos y árabes desde la época del protectorado franco-español de Marruecos (1912-1956), (...)*

(...) la nostalgie d'Al-Andalus — période de présence musulmane dans la péninsule Ibérique entre 711 et 1492 —, entretenue dans certains cercles arabes, l'anglophobie et la francophobie des franquistes, partagées en Afrique ou au Proche-Orient.

- (...) *la nostalgia de Al Ándalus – periodo de presencia musulmana en la península ibérica entre 711 y 1492 -, alimentada en algunos círculos árabes, la anglofobia y la francofobia de los franquistas, compartidas en África o en Oriente Próximo.*

Ces monarchies arabes fournissent à l'Espagne des ressources vitales — pétrole, denrées alimentaires — ou plaident en faveur de son intégration au sein des Nations unies, qui interviendra fin 1955.

- *Dichas monarquías árabes abastecen a España en recursos vitales – petróleo, productos alimentarios – o abogan por su integración en el seno de las Naciones Unidas, lo que ocurrirá a finales de 1955.*
- *Estas monarquías árabes suministran a España recursos vitales– petróleo, productos alimentarios – o abogan por su integración en el seno de las Naciones Unidas, lo que se producirá / que tendrá lugar a finales de 1955.*

Elles servent d'intermédiaires pour réhabiliter le pays aux yeux des États-Unis et rompre son isolement.

- *Ellas sirven de intermediarias para rehabilitar el país en la opinión / la percepción de los Estados Unidos y romper su aislamiento.*

Le roi Abdallah Ier de Jordanie devient, en 1949, le premier chef d'État étranger à fouler le sol espagnol depuis la guerre.

- *El rey Abdalá I de Jordania se convierte, en 1949, en el primer jefe de Estado extranjero en pisar suelo español / en visitar el territorio español desde la guerra.*

Ces rapports privilégiés avec le monde arabe finissent par façonner un lien culturel singulier.

- *Estas relaciones privilegiadas con el mundo árabe acaban por edificar / forjar un vínculo cultural original.*
- *Dichos vínculos privilegiados con el mundo árabe terminan por construir / moldear / crear un vínculo cultural original.*

En 1966, Sabino Alonso Fueyo, alors directeur du journal *Arriba* — organe officiel de la Falange —, propose au ministère de l'éducation d'introduire l'enseignement de l'arabe au lycée, dans l'optique de renforcer les relations entre Madrid et Riyad.

- *En 1966, Sabino Alonso Fueyo, entonces director / en la época director del diario Arriba – órgano oficial de Falange -, propone al Ministerio de Educación que se introduzca la enseñanza del árabe en la enseñanza secundaria, con el objetivo de consolidar las relaciones entre Madrid y Riad.*

Il faut donc attendre le retour de la démocratie pour que l'Espagne reconnaisse Israël.

- *Hace falta pues esperar que regrese la democracia para que España reconozca Israel.*

Et 1996 pour que le roi Juan Carlos Ier effectue sa première visite officielle à Tel-Aviv.

- *Y 1996 para que el rey Juan Carlos I efectúe / haga su primera visita oficial en Tel Aviv.*

El rey Juan Carlos I, tras una serie de escándalos, abdica en su hijo Felipe en 2014. Desde 2020, vive "exiliado" (en realidad refugiado) en los Emiratos Árabes Unidos, con varios casos de corrupción pendientes...

